



ARRETE MUNICIPAL n°2023-27
Portant interdiction provisoire du stationnement
sur les trois emplacements
Rue de l'Europe sur le dernier plateau

Le Maire de la Commune de Grésy-sur-Aix,

Vu le code pénal et notamment son article R 61-5,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2221-1 et 2, L 2212-1 et 2, L 2213-1 et 4, L 2215-1

Vu le code de la route,

Vu la demande faite le 14 février 2023 par Monsieur Pascal SCANAVINO, président du Comité de Savoie de Judo, domicilié 24 rue Edouard Colonne à Aix-les-Bains,

Considérant que pour garantir la sécurité des usagers il est nécessaire de d'interdire le stationnement des véhicules sur des emplacements afin de pouvoir stoker du matériel sur le domaine public communal.

ARRETE

Article 1 : Le stationnement des véhicules sera strictement interdit sur les 3 emplacements rue de l'Europe sur le dernier plateau afin de permettre la dépose d'un conteneur :

- Du vendredi 10 mars 2023 à 07h00 au lundi 13 mars 2023 à 13h00 ;

Article 2 : Une signalisation réglementaire sera mise en place sur les emplacements concernés par les services techniques de la commune afin de matérialiser les interdictions.

Article 3 : Les contrevenants aux présentes dispositions seront poursuivis conformément aux lois et règlements en vigueur. Tous les véhicules en infraction à l'article 1 du présent arrêté municipal seront considérés en stationnement gênant et pourront faire l'objet d'une mise en fourrière.

Article 4 : Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté : Le Maire de la commune de Grésy-sur-Aix, le Directeur Général des Services, le Directeur des Services Techniques, la Police Municipale,

Copie adressée à ces personnes, ainsi qu'à :

- Brigade de gendarmerie d'Aix les Bains
- Comité de Savoie de Judo

Fait à Grésy-sur-Aix, le 14 février 2023

Le Maire,
Florian MAITRE

Affiché/publié le : 16/02/2023
Notifié à l'intéressé le : 16/02/2023
Certifié exécutoire le : 16/02/2023



En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de à la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site www.telerecours.fr

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.